

Agreste

AQUITAINE - LIMOUSIN - POITOU-CHARENTES

Mai 2016

Les Industries AgroAlimentaires en Aquitaine Limousin Poitou-Charentes



Direction Régionale de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt

Sommaire

●	Économie - Commerce extérieur	6
●	Entreprises - Établissements	12
●	Emploi	20
●	Coopération agroalimentaire	22
●	Lait - Abattoirs	23
●	Définitions	25

Les statistiques sur les entreprises agroalimentaires présentées dans ce document sont élaborées à partir de plusieurs sources :

Élaboration des Statistiques Annuelles d'Entreprises (ÉSANE)

Le dispositif ÉSANE, mis en production par l'INSEE à partir de l'année de constat 2008, permet de produire des statistiques structurelles d'entreprises, à partir d'une exploitation de deux sources administratives complétées par l'Enquête Sectorielle Annuelle (ESA). Des « agrégats composites » sont calculés à l'aide d'une procédure d'estimation statistique qui « compose » une synthèse des données fiscales et des données d'enquêtes :

- les fichiers de déclarations annuelles sur les bénéfices BIC (bénéfices industriels et commerciaux), BNC (bénéfices non commerciaux), BA (bénéfices agricoles) permettent de récupérer des informations comptables sur l'entreprise.
- les Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS) fournissent des données sur les effectifs et leurs rémunérations.
- l'enquête ESA permet d'obtenir les informations dites « sectorielles », non disponibles dans les fichiers administratifs.

► **L'ESA, qui enquête les entreprises agroalimentaires, est quasi exhaustive pour les unités de 20 salariés et plus.**

Compte tenu des délais nécessaires à l'exploitation simultanée et la mise en cohérence des données administratives et des données d'enquêtes, les résultats définitifs relatifs à l'année n (ici 2013) sont disponibles actuellement au milieu de l'année n+2 (ici 2015).

Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP)

Ce système d'information, géré par l'INSEE, fournit des statistiques localisées au lieu de travail, jusqu'au niveau communal, sur l'emploi salarié et les rémunérations pour les différentes activités des secteurs marchand et non marchand. Les données sur l'emploi salarié résultent d'une mise en cohérence des informations issues de l'exploitation des DADS, des bordereaux récapitulatifs de cotisations de l'Urssaf, des données MSA pour les secteurs d'activité en lien avec l'agriculture, du système d'information sur les agents de l'État. Les données issues de CLAP sont des données sur les établissements. Le champ de l'agroalimentaire est identifié à partir de **l'activité principale de l'établissement** alors que les statistiques **issues d'ÉSANE s'appuient sur le code d'activité de l'entreprise**.

► **Pour cette raison, les statistiques sur le nombre de salariés des entreprises agroalimentaires ne sont pas strictement identiques lorsqu'elles sont calculées à partir d'ÉSANE ou à partir de CLAP.**

Liaisons Financières (LIFI)

La base sur les liaisons financières de l'INSEE permet d'observer les participations des unités légales du secteur privé et de définir les contours des grands groupes français. L'enquête est exhaustive pour les entreprises dont le portefeuille de titres de participation est supérieur à 1,2 million d'euros, ou dont le chiffre d'affaires est supérieur à 60 millions d'euros, ou dont l'effectif salarié est supérieur à 500 personnes.

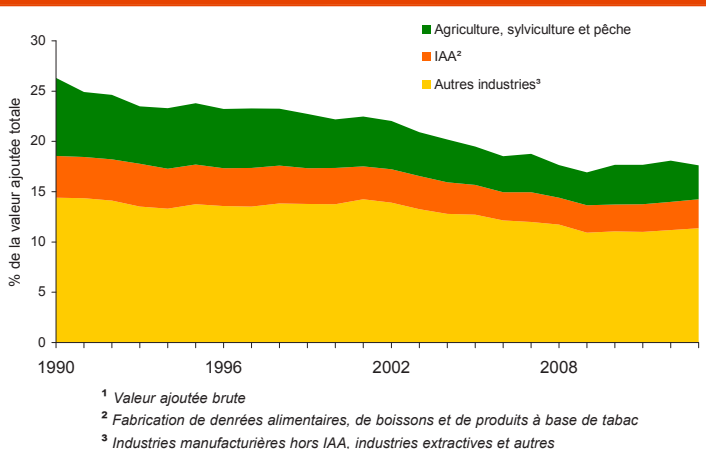
Depuis 13 ans la valeur ajoutée* des IAA régionales se situe entre 3,6 et 4,1 milliards d'euros

Branche d'activité	1990	2000	2010	2013
<i>en milliards d'euros à prix courant</i>				
Agriculture, sylviculture et pêche	5,5	4,9	5,2	4,8
Industries agroalimentaires	3,0	3,6	3,6	4,1
Autres industries	10,3	13,8	14,8	16,1
Construction	4,4	5,7	9,2	9,5
Commerce, transport, services	48,0	72,6	100,7	107,3
Total ALPC	71,2	100,7	133,4	141,8

* Valeur ajoutée brute

Sources : INSEE - Comptes de la Nation

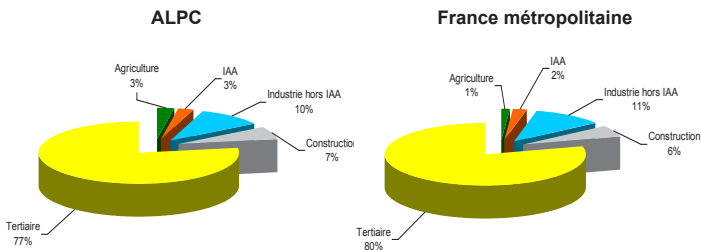
Les IAA contribuent pour 2,9 % de la valeur ajoutée¹ totale ALPC en 2013



Lecture : seules les branches agricoles et industrielles sont représentées. Entre 1990 et 2013, pour les autres branches, la part de la valeur ajoutée ALPC fluctue entre 5 % et 7,4 % pour la construction et progresse de 67 % à 76 % pour l'ensemble commerces, transports et services.

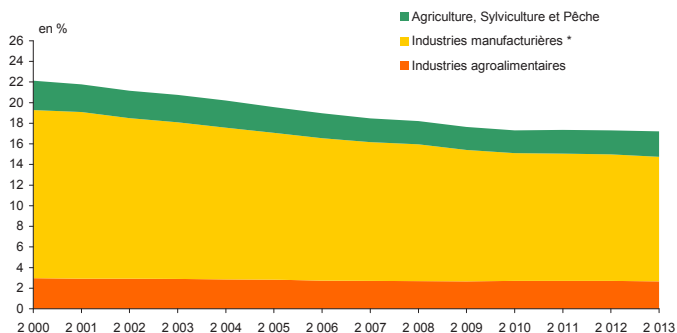
Sources : INSEE - Comptes de la Nation

Les emplois salariés au 31 décembre 2013 par secteur d'activité



En 2013, les IAA représentent 2,7 % de l'emploi salarié total de la région

Répartition de l'emploi salarié agricole et industriel dans l'emploi salarié total en ALPC en 2013

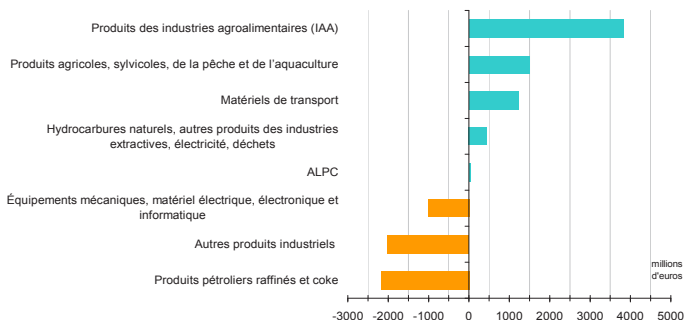


* Industries manufacturières : industries hors IAA, industries extractives et autres

Sources : INSEE - Estimations d'emploi localisées

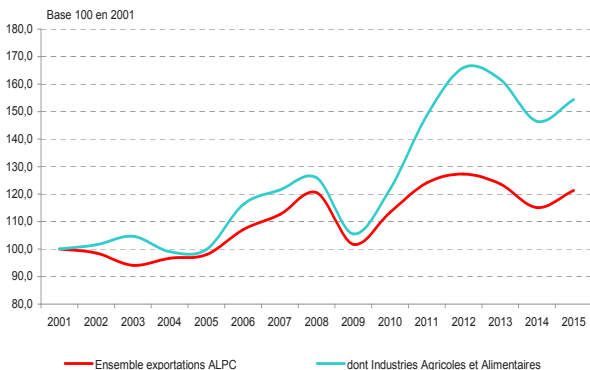
Commerce extérieur

Les IAA, le premier poste du solde du commerce extérieur de la région en 2015



Source : Douanes - Base BEATRICE - Séries Chronos

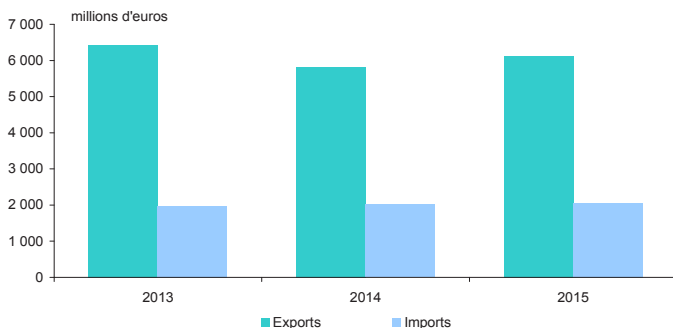
Évolution des exportations de 2001 à 2015 en ALPC



Source : Douanes - Base BEATRICE - Séries Chronos

Commerce extérieur

Commerce extérieur des produits des IAA en ALPC, vers une stabilité depuis ces 3 dernières années



Source : Douanes - Base BEATRICE - Séries Chronos

Importations* des IAA par activité en 2015 en ALPC

	Unités : million d'euros, %	
	En millions d'euros	Évol. 2015/2014
Produits des industries agroalimentaires	2 059,2	2
Viande et produits à base de viande	266,9	0
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	167,7	17
Produits à base de fruits et légumes, y compris les jus	296,3	3
Huiles et graisses végétales et animales, tourteaux	177,2	4
Produits laitiers et glaces	190,6	-11
Produits du travail des grains et produits amylacés	62,9	0
Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	53,9	13
Produits alimentaires divers	279,7	3
Aliments pour animaux	112,7	-10
Boissons	451,3	6

* en valeur (CAF) en 2015 en ALPC

Source : Douanes - Base BEATRICE - Séries Chronos

Exportations* des IAA par département et par activité en 2015 en ALPC (1ère partie)

Unités : million d'euros, %

	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde
Produits des industries agroalimentaires	2 060,9	171,1	112,0	57,0	138,3	2 241,1
Évolution 2014/2015	15	-14	48	18	7	3
Viande et produits à base de viande	13,4	6,0	26,6	0,2	31,8	9,7
Évolution 2014/2015	11	-4	-10	-45	-15	51
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	0,0	5,3	0,0	0,2	2,3	2,4
Évolution 2014/2015	-100	27	1 944	301	79	11
Produits à base de fruits et légumes, y compris les jus	0,1	1,6	24,7	0,2	34,1	6,3
Évolution 2014/2015	-12	15	-1	889	86	28
Huiles et graisses végétales et animales, tourteaux	0,0	7,3	0,1	0,0	0,5	49,2
Évolution 2014/2015	-53	-20	383	46	360	23
Produits laitiers et glaces	28,9	24,5	10,2	49,8	37,2	3,4
Évolution 2014/2015	0	-37	23 389	10	-12	-31
Produits du travail des grains et produits amylacés	0,0	3,5	0,1	0,1	0,2	7,2
Évolution 2014/2015	-99	26	79	1 091	-69	28
Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	2,8	1,1	0,6	1,7	18,2	41,1
Évolution 2014/2015	-11	15	158	-17	1	-6
Produits alimentaires divers	0,9	11,0	24,4	4,7	3,3	84,1
Évolution 2014/2015	9	-20	19	3 493	42	-4
Aliments pour animaux	32,3	3,1	0,0	0,0	0,4	2,4
Évolution 2014/2015	22	42	19	-83	4	24
Boissons	1 982,4	107,8	25,3	0,1	10,3	2 035,3
Évolution 2014/2015	15	-10	4 721	-51	14	3

* en valeur (FAB, hors matériel militaire) en 2015

Source : Douanes - Base BEATRICE - Séries Chronos

Exportations* des IAA par département et par activité en 2015 en ALPC (2ème partie)

Unités : million d'euros, %

	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	ALPC
Produits des industries agroalimentaires	267,3	192,7	311,9	360,7	139,5	77,2	6 129,8
Évolution 2014/2015	-13	-7	1	-1	3	1	5
Viande et produits à base de viande	106,1	8,4	53,6	201,3	51,4	74,0	582,5
Évolution 2014/2015	-16	-7	-3	-1	7	1	-4
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	38,6	0,9	0,9	0,2	0,1	0,0	50,8
Évolution 2014/2015	19	23	-61	-28	7	-10	17
Produits à base de fruits et légumes, y compris les jus	67,0	111,3	45,3	0,3	0,4	0,0	291,3
Évolution 2014/2015	-29	-9	3	-20	543	-16	-6
Huiles et graisses végétales et animales, tourteaux	0,0	6,0	0,3	0,0	0,0	0,1	63,7
Évolution 2014/2015	-12	-24	-73	-23	-96	101	9
Produits laitiers et glaces	2,4	1,6	93,1	107,3	8,1	0,1	366,5
Évolution 2014/2015	50	-20	-10	0,3	-37	-90	-6
Produits du travail des grains et produits amylacés	20,7	10,3	13,4	1,2	0,6	0,0	57,3
Évolution 2014/2015	4	-8	-23	-17	53	-97	-5
Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	3,0	0,8	0,1	0,3	1,3	0,0	71,0
Évolution 2014/2015	8	-26	-20	-37	-23	-87	-4
Produits alimentaires divers	20,5	9,0	93,1	14,4	31,7	2,7	299,9
Évolution 2014/2015	6	29	17	-8	-6	-9	6
Aliments pour animaux	3,1	28,3	2,6	26,6	43,0	0,0	141,8
Évolution 2014/2015	40	4	1	7	2	-98	9
Boissons	5,8	16,1	9,5	9,2	2,9	0,2	4 205,0
Évolution 2014/2015	9	5	0	-16	308	-26	9

* en valeur (FAB, hors matériel militaire) en 2015

Source : Douanes - Base BEATRICE - Séries Chronos

Les entreprises

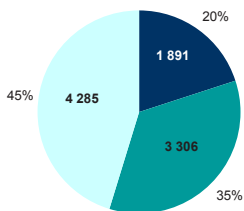
Les entreprises mono et quasi-mono régionales en 2013 en ALPC

Unités : nombre, million d'euros, %

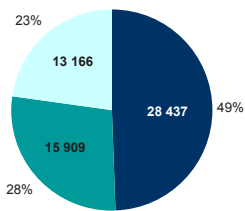
Secteur d'activité (Naf rev 2)	Nombre d'unités légales	Effectifs salariés ETP*	Effectifs salariés au 31 décembre	Chiffre d'affaires HT		Valeur Ajoutée
				Total	à l'export	
Ensemble des entreprises agroalimentaires de la région	9 483	57 530	64 554	29 837	7 324	4 702
Industries agroalimentaires hors ac	1 891	28 437	30 963	11 829	3 202	2 791
<i>Poids dans l'industrie manufacturière en %</i>	10%	19%	20%	31%	28%	26%
Commerce de gros de produits agroalimentaires	3 306	15 909	17 953	16 697	4 119	1 335
Artisanat commercial (ac)	4 285	13 166	15 638	1 307	3	574

* ETP : Équivalent temps plein

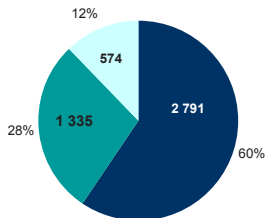
Nombre d'unités légales



Effectifs salariés ETP



Valeur ajoutée en millions d'euros



■ Industries agroalimentaires
■ Commerce de gros de produits agroalimentaires
■ Artisanat commercial

Champ : Entreprises mono et quasi-mono régionales / Les résultats sont affectés à la région où leur plus forte contribution économique est la plus importante indépendamment de la localisation de leur siège social.

Source : INSEE - ÉSANE - retraitement SSP

Les entreprises

Chiffres clés des IAA et du commerce de gros par secteur d'activité - Année 2013 - ALPC

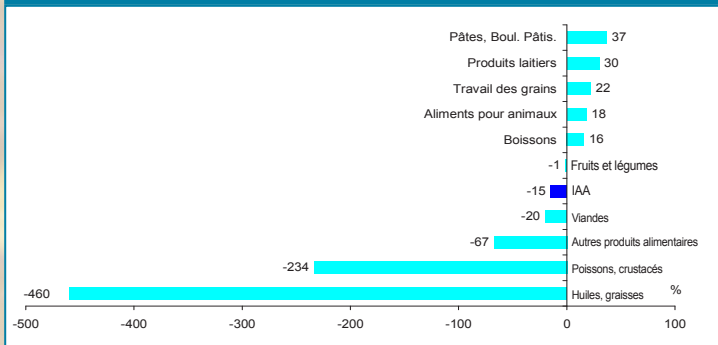
Unités : nombre, million d'euros						
	Nombre d'unités légales	Effectif salarié en ETP	Chiffre d'affaires Hors Taxes	Chiffre d'affaires à l'export	Valeur ajoutée hors taxe	Invest. corporels bruts hors apports
Transformation et conservation de la viande et préparation de produits à base de viande hors charcuterie artisanale	401	8 530	2 682	250	433	45
Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	23	1 905	472	44	120	12
Transformation et conservation de fruits et légumes	219	2 840	870	184	175	50
Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales	18	24	7	2	s	0
Fabrication de produits laitiers	135	3 161	1 281	133	s	32
Travail des grains - fabrication de produits amylacés	53	401	156	27	28	2
Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires hors fabrication de pain et de pâtisserie fraîche	116	2 271	403	20	135	22
Fabrication d'autres produits alimentaires	436	3 269	914	100	218	37
Fabrication d'aliments pour animaux	56	996	1 064	84	73	18
Fabrication de boissons	434	5 040	3 979	2 357	1 391	148
Industries Agroalimentaires	1 891	28 437	11 829	3 202	2 791	367
Commerce de gros de produits agroalimentaires	3 306	15 909	16 697	4 119	1 335	203
Industries agroalimentaires et commerce de gros de produits agroalimentaires	5 197	44 346	28 526	7 321	4 126	570
France	40 162	536 709	354 576	70 642	44 806	6 472
% ALPC en France	13	8	8	10	9	9
s : secret statistique						

Champ : France - Ensemble des unités légales mono et quasi-mono régionales de l'industrie et du commerce de gros de produits agroalimentaires hors artisanat commercial

Source : INSEE - ÉSANE 2013, CLAP 2013 - traitements SSP

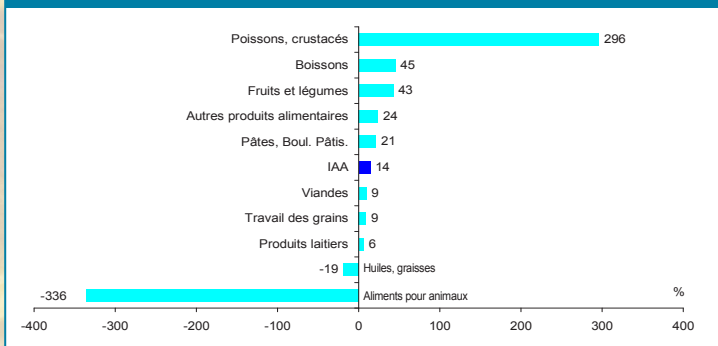
Les entreprises

Le taux de valeur ajoutée * des industries agroalimentaires en ALPC s'établit à -15 % en 2013



* Taux de valeur ajoutée : valeur ajoutée hors taxe / chiffre d'affaires net total

Le taux d'investissement * des industries agroalimentaires en ALPC s'établit à 14 % en 2013



* Taux d'investissement : investissement corporel / valeur ajoutée hors taxe

Champ : entreprises agroalimentaires mono et quasi-mono régionales d'au moins un salarié des divisions 10 et 11 (hors activités commerciales)

Source : INSEE - ÉSANE - retraitement SSP

Les entreprises

Entreprises de 20 salariés ou plus par département - Année 2013

Unités : nombre, million d'euros

	Nombre d'unités légales	Effectif salarié en ETP	Chiffre d'affaires net HT	Chiffre d'affaires à l'export	Valeur ajoutée	Investissements corporels, incorporels et financiers
Charente	39	3 739	3 277	2 105	1 167	96
Charente-Maritime	32	1 751	849	103	120	24
Corrèze	26	1 386	542	73	92	12
Creuse	6	250	248	4	14	2
Dordogne	41	2 820	1 160	124	172	33
Gironde	92	4 843	3 567	1 699	527	81
Landes	40	4 762	1 666	267	274	42
Lot-et-Garonne	50	3 454	1 435	141	204	38
Pyrénées-Atlantiques	48	2 405	1 762	106	159	20
Deux-Sèvres	38	3 205	1 672	197	194	20
Vienne	19	1 352	1 301	37	103	25
Haute-Vienne	20	1 234	359	18	66	9
ALPC	451	31 201	17 838	4 873	3 093	403

Entreprises de 10 salariés et moins par département - Année 2013

Unités : nombre, million d'euros

	Nombre d'unités légales	Effectif salarié en ETP	Chiffre d'affaires net HT	Chiffre d'affaires à l'export	Valeur ajoutée	Investissements corporels, incorporels et financiers
Charente	408	642	890	169	93	76
Charente-Maritime	401	576	466	123	56	15
Corrèze	195	301	239	57	19	2
Creuse	69	117	163	9	7	3
Dordogne	375	614	469	24	46	12
Gironde	1 350	1 803	1 503	508	157	11
Landes	248	397	414	48	43	7
Lot-et-Garonne	342	480	652	127	35	12
Pyrénées-Atlantiques	458	753	956	325	50	13
Deux-Sèvres	188	280	721	20	22	5
Vienne	184	248	260	27	19	6
Haute-Vienne	163	226	281	69	13	3
ALPC	4 381	6 437	7 014	1 505	561	164

Sources : INSEE - ÉSANE 2013, CLAP 2013 - traitements SSP

Champ : France - Ensemble des unités légales mono et quasi-mono régionales de l'industrie et du commerce de gros de produits agroalimentaires hors artisanat commercial

Les établissements

Répartition des établissements agroalimentaires en ALPC par tranche d'effectifs salariés et par département

	aucun salarié		1 à 9		10 à 19		20 à 49		50 et plus		Ensemble	
	Etab.	Effectifs salariés	Etab.	Effectifs salariés	Etab.	Effectifs salariés	Etab.	Effectifs salariés	Etab.	Effectifs salariés	Etab.	Effectifs salariés
Charente	202	0	302	1 023	29	414	25	766	16	2 239	574	4 442
Charente-Maritime	341	0	464	1 686	36	470	25	786	10	1 245	876	4 187
Corrèze	140	0	208	755	18	219	24	724	7	1 332	397	3 030
Creuse	50	0	97	326	4	60	3	117	2	145	156	648
Dordogne	259	0	358	1 190	38	483	20	646	15	2 558	690	4 877
Gironde	486	0	726	2 771	121	1 603	38	1 107	18	2 623	1 389	8 104
Landes	191	0	283	996	40	519	23	723	19	4 011	556	6 249
Lot-et-Garonne	237	0	242	823	24	329	22	689	22	2 249	547	4 090
Pyrénées-Atl.	284	0	490	1 940	82	1 065	30	876	20	3 033	906	6 914
Deux-Sèvres	145	0	239	889	30	393	22	730	23	3 749	459	5 761
Vienne	149	0	266	873	28	363	14	455	7	1 049	464	2 740
Haute-Vienne	142	0	218	684	23	281	12	430	7	1 091	402	2 486
ALPC	2 626	0	3 893	13 956	473	6 199	258	8 049	166	25 324	7 416	53 528

Champ : IAA, y compris artisanat commercial, hors tabac et commerce de gros

Répartition des établissements agroalimentaires en ALPC par département hors artisanat commercial et commerce de gros

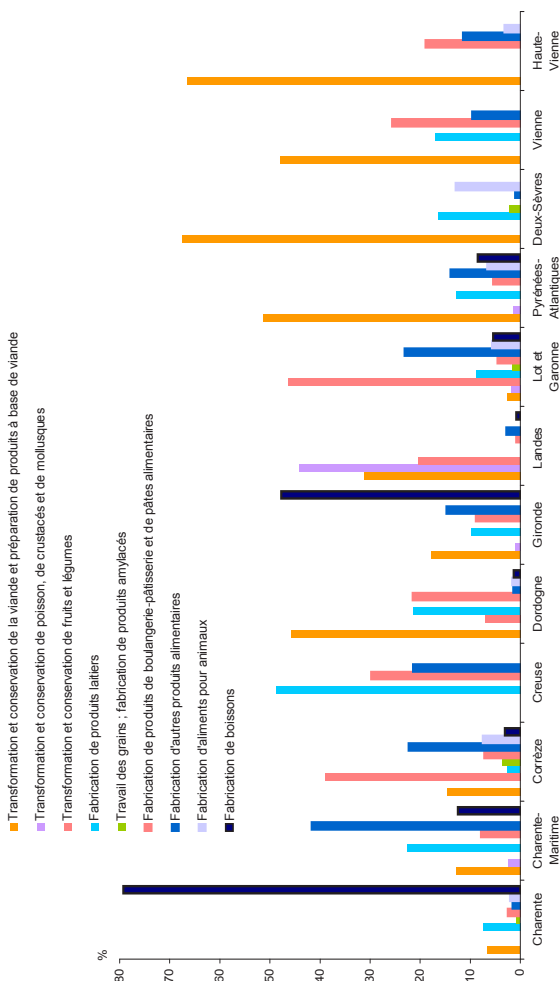
	Nombre d'établissements	Effectifs salariés au 31/12	Effectifs salariés en ETP	Rémunération (milliers d'euros)
Charente	250	3 650	3 314	148 011
Charente-Maritime	223	2 405	2 165	71 337
Corrèze	134	2 295	2 094	70 805
Creuse	37	353	335	9 919
Dordogne	258	3 835	3 537	108 626
Gironde	337	4 241	3 909	137 982
Landes	195	5 120	5 145	150 237
Lot-et-Garonne	264	3 321	3 111	93 936
Pyrénées-Atl.	323	4 689	4 458	142 359
Deux-Sèvres	144	4 766	4 230	127 162
Vienne	124	1 744	1 498	50 303
Haute-Vienne	102	1 670	1 544	46 264
ALPC	2 391	38 089	35 340	1 156 940

Champ : IAA, hors artisanat commercial, hors tabac et commerce de gros

Source : INSEE - CLAP - traitement SSP

Les établissements

Répartition des effectifs salariés au 31 décembre 2013 par département et secteur d'activité

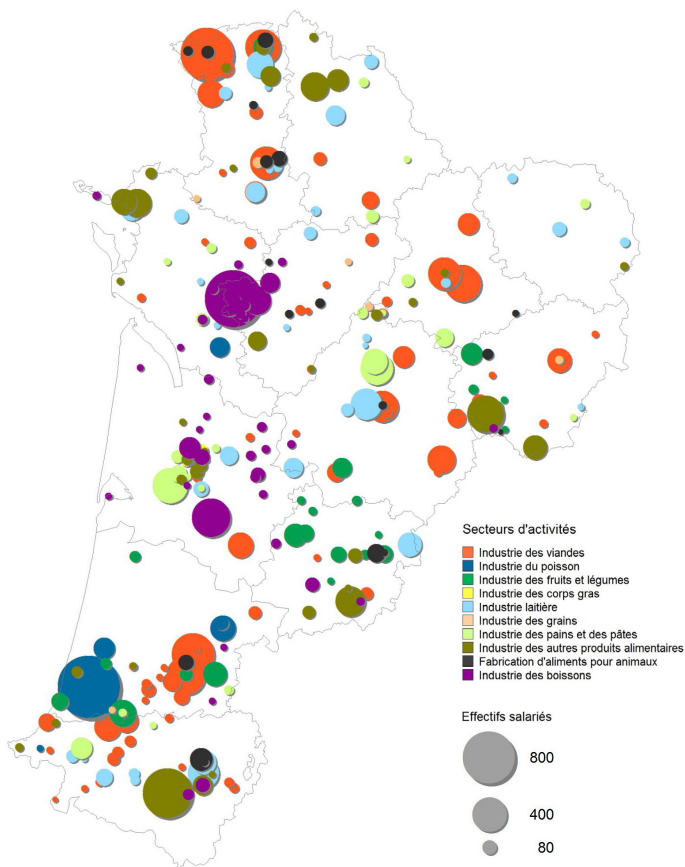


Champ : entreprises mono et quasi-mono régionales de 20 salariés et plus, hors artisanat commercial et commerce de gros

Source : INSEE - CLAP - traitement SSP

Les établissements

Implantation des établissements agroalimentaires en 2013 en ALPC



Source : INSEE - CLAP - traitement SSP

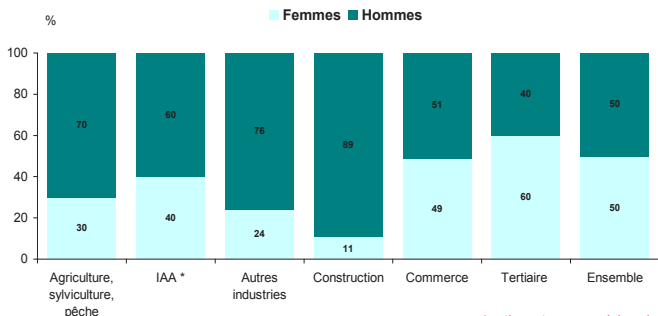
Les établissements

Liste des 10 premiers établissements agroalimentaires de la région ALPC en 2013

Nom de l'établissement	Localisation de l'établissement		Activité	Effectif salarié au 31/12/2013	Implantation régionale
	Dépt.	Commune			
LABEYRIE	40	Saint-Geours-de-Marenne	Industrie du poisson	1 441	MONO
SOCIÉTÉ JAS HENNESSY ET COMPAGNIE	16	Cognac	Production de boissons alcooliques distillées	773	QUASI-MONO
DELPEYRAT	40	Saint-Pierre-du-Mont	Préparation industrielle de produits à base de viande	766	POLYRÉGIONALE
GASTRONOME INDUSTRIE SÉVRIENNE	79	Moncoutant	Transformation et conservation de la viande de volaille	693	MONO
FROMAGERIES DES CHAUMES	64	Jurançon	Fabrication de fromage	648	QUASI-MONO
MADRANGE	87	Limoges	Préparation industrielle de produits à base de viande	616	QUASI-MONO
LINDT ET SPRUNGLI	64	Oloron-Sainte-Marie	Chocolaterie	567	POLYRÉGIONALE
LES GRANDS CHAIS DE FRANCE	33	Landiras	Vinification	520	POLYRÉGIONALE
EURALIS GASTRONOMIE	64	Lescar	Préparation industrielle de produits à base de viande	490	POLYRÉGIONALE
BLÉDINA	19	Brive	Fabrication d'aliments homogénéisés et diététiques	468	POLYRÉGIONALE

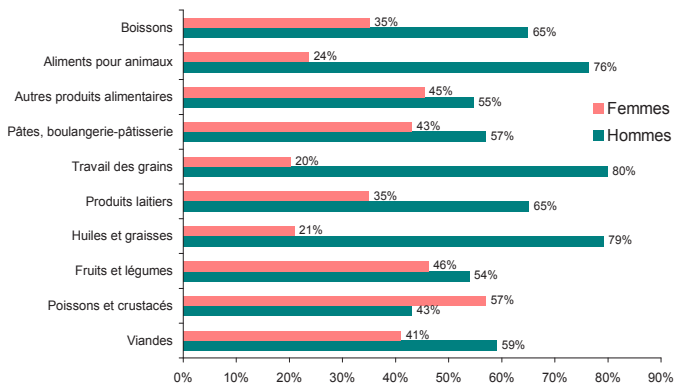
Source : INSEE - CLAP - traitement SSP

Plus de femmes dans les IAA* que dans les autres industries



* artisanat commercial exclu

Part des salariés par activité et selon le sexe dans les IAA en 2013 en ALPC



Unité : effectif salarié en nombre de postes de travail

Champ : IAA - établissements hors activité commerciale

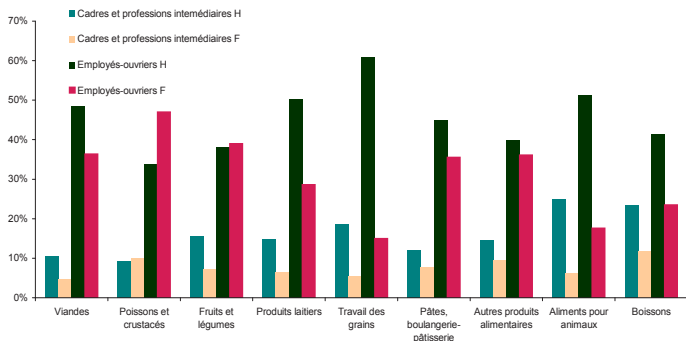
Source : INSEE - CLAP - retraitement SSP

Les IAA par catégorie socioprofessionnelle en 2013 en ALPC

Unité : salariés en nombre de postes de travail

	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions Intermédiaires	Employés	Ouvriers	Ensemble
Viandes	78	555	1 290	1 379	8 865	12 167
Poissons et crustacés	6	129	271	213	1 460	2 079
Fruits et légumes	19	193	403	241	1 768	2 624
Huiles et graisses	1	18	37	12	138	206
Produits laitiers	20	301	663	356	3 212	4 552
Travail des grains	19	61	93	83	404	660
Pâtes, boulangerie-pâtisserie	18	167	439	232	2 257	3 113
Autres produits alimentaires	53	462	927	768	3 624	5 834
Aliments pour animaux	14	171	345	237	910	1 677
Boissons	55	658	1 143	872	2 449	5 177
Total	283	2 715	5 611	4 393	25 087	38 089

Seuls dans le secteur des "Poissons et crustacés", les employés ouvriers de sexe féminin sont plus nombreux



Champ : IAA - établissements hors activité commerciale

Source : INSEE - CLAP - retraitement SSP

La coopération agroalimentaire

Les coopératives agroalimentaires de 20 salariés et plus en ALPC en 2013

Unités : nombre, million d'euros				
	Entreprises	Salariés en équivalent temps plein	Chiffre d'affaires net	Exportations
Industries agroalimentaires et commerce de gros de produits agroalimentaires	64	4 868	4 524	282
Industries agroalimentaires	23	1 292	549	48
Industries alimentaires	7	558	268	12
Fabrication de boissons	16	734	282	37
Commerce de gros de produits agroalimentaires (4621 Z)	19	2 534	3 223	181
Commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants (4623 Z)	6	298	501	38
Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac	16	744	251	15
Sources : INSEE - ÉSANE - retraitement SSP				

Champ : coopératives agroalimentaires de 20 salariés et plus des divisions 10 et 11 et groupes 462 et 463 de la NAF rev2 (hors artisanat commercial)

Les coopératives agroalimentaires de moins de 10 salariés en ALPC en 2013

Unités : nombre, million d'euros				
	Entreprises	Salariés en équivalent temps plein	Chiffre d'affaires net	Exportations
Ensemble des coopératives agroalimentaires	150	359	1 719	271
Viande et préparation de viande	9	31	42	4
Fabrication de boissons	42	134	111	48
Commerce de gros de produits agroalimentaires (4621 Z)	17	47	414	160
Commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants (4623 Z)	11	36	111	22
Commerce de gros de volailles et de gibier (4632 C)	4	12	435	0
Commerce de gros de fruit et légumes (4631 Z)	17	53	96	12
Commerce de gros de boissons (4634 Z)	16	22	290	23
Commerce de gros de produits alimentaires	1	0	1	0
Sources : INSEE - ÉSANE - retraitement SSP				

Champ : coopératives agroalimentaires de moins de 10 salariés des divisions 10 et 11 et groupes 462 et 463 de la NAF rev2 (hors artisanat commercial)

Lait - Abattoirs

Industrie laitière en ALPC en 2014

Unités : millier de litres, tonne, %

	ALPC 2013	ALPC 2014	Évol. 2014/2013 %	France 2014	Part ALPC %
Lait liquide en vrac	403 955	368 716	-9	2 220 524	16,6
Crème industrielle vrac	6 283	6 953	11	246 560	2,8
Lactosérum liquide ou concentré	42 055	44 760	6	519 373	8,6

Fabrication de produits finis en ALPC en 2014

Unités : millier de litres, tonne, %

	ALPC 2013	ALPC 2014	Évol. 2014/2013 %	France 2014	Part ALPC %
Laits liquides conditionnés	325 038	315 094	-3	3 482 744	9,0
Total laits fermentés	4 208	4 839	15	1 628 417	0,3
Desserts lactés	62 457	65 124	4	679 637	9,6
Fromages de vache ⁽¹⁾	54 892	55 539	1	1 789 607	3,1
Fromages de brebis ⁽¹⁾	11 334	11 672	3	33 892	34,4
Fromage de chèvre ⁽¹⁾	71 913	70 183	-2	94 648	74,2

⁽¹⁾ sauf fondus

Source : Agreste - Enquête annuelle laitière

Animaux abattus pour la consommation publique en ALPC en 2015

Unités : tonne, %

	Gros bovins	Veaux de boucherie	Porcins	Ovins	Caprins	Total abattage	Évol. 2014/2015
Charente	7 249	917	10 120	1 012	34	19 331	-0,4
Charente-Maritime	s	s	s	s	s	s	-3,2
Corrèze	25 144	11 666	1 269	173	1	38 253	3,1
Dordogne	6 593	29 255	15 978	1 275	9	53 109	-0,2
Gironde	s	s	s	s	s	s	5,1
Landes	s	s	s	s	s	s	-11,7
Lot-et-Garonne	s	s	s	s	s	s	-10,6
Pyrénées-Atlantiques	6 210	2 109	51 771	1 298	15	61 393	3,6
Deux-Sèvres	37 257	2 630	116 480	4 967	241	161 576	2,2
Vienne	7 650	690	0	4 967	2 359	21 074	2,3
Haute-Vienne	23 261	3 949	2 318	5 537	4	35 069	2
ALPC	125 219	55 987	202 413	25 142	2 666	411 428	1,5

s : secret statistique

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs d'animaux de boucherie

Lait - Abattoirs

Animaux abattus pour la consommation publique en ALPC en 2015

Unité : tonne

	Charente	Charente-Maritime	Dordogne	Gironde	Landes	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	ALPC
Poulets (yc coquelets)	s	s	16 321	15 562	23 324	s	47 514	s	103 324
Chapons, poulardes	s	s	181	280	784	s	0	s	1 254
Poules de réforme (œufs de consommation)	s	s	0	0	0	s	0	s	36
Coqs et poules de réforme	s	s	0	0	0	s	0	s	53
Total Gallus	s	s	16 502	15 842	24 108	s	47 514	s	104 667
Dindes	s	s	1 136	30	126	s	32 497	s	33 799
Pintades (yc chaponnées)	s	s	171	457	1 513	s	0	s	2 251
Canards à rôtir	s	s	0	1	322	s	20 073	s	21 761
Canards gras (yc foie)	s	s	13 922	274	25 096	s	0	s	55 099
Total canards	s	s	13 922	762	25 418	s	20 073	s	76 860
Oies à rôtir	s	s	1	0	0	s	120	s	148
Oies grasses (yc foie)	s	s	331	0	215	s	0	s	546
Total oies	s	s	332	0	215	s	120	s	694
Lapins	s	s	247	0	0	s	12 729	s	13 207
Pigeons	s	s	0	5	51	s	109	s	164
Cailles	s	s	0	0	2 692	s	1 011	s	3 703
Faisans	s	s	0	0	0	s	0	s	0
Perdrix	s	s	0	0	0	s	0	s	0
Chevreaux	s	s	12	0	0	s	1 867	s	1 946
Petit gibier à poil (lièvre, ragondin)	s	s	0	0	0	s	0	s	0
Ratites (autruches, émeus, nandous)	s	s	0	0	0	s	0	s	0
Total abattages	s	s	32 321	16 609	54 123	s	115 919	s	237 290

s : secret statistique

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins

Le périmètre de l'agroalimentaire

Afin de tenir compte des liens inter-entreprises, les statistiques sur l'activité agroalimentaire portent désormais sur un périmètre élargi couvrant l'ensemble des activités intermédiaires entre la production de produits agricoles bruts (assurée en amont par les exploitations agricoles) et la distribution finale (assurée en aval par le commerce de détail). Plus précisément, sont couvertes par cette publication :

- **les activités de transformation ou « industries agroalimentaires »** : industries alimentaires (division 10 de la Naf rev2 hors sous-classes 1013B, 1071B, 1071C et 1071D) et fabrication de boisson (division 11) ;
- **le commerce de gros de produits agroalimentaires** : commerce de gros de produits agricoles bruts et animaux vivants (groupe 462) et commerce de gros de produits alimentaires et boissons (groupe 463 hors sous-classe 4635 - commerce de gros de produits à base de tabac) ;
- **l'artisanat commercial de charcuterie** (sous-classe 1013B) et de **boulangerie-pâtisserie** (sous-classes 1071B, 1071C et 1071D) ;
- **Les centrales d'achat classées dans le groupe 461 de la Naf rev2 ne font pas partie de ce périmètre de même que les activités de transformation des produits agricoles (vin, produits laitiers...)** effectuées au sein des exploitations agricoles et faisant l'objet de ventes directes hors sociétés commerciales.

Entreprise – Établissement – Groupe

L'entreprise est définie, dans ce document, comme l'unité légale c'est-à-dire l'unité correspondant à chaque numéro SIREN. Ces unités sont classées selon leur taille en effectifs salariés au 31 décembre et selon leur activité principale.

Depuis le décret n° 2008-1354 pris en application de la loi de modernisation de l'économie, la définition de l'entreprise a évolué. L'entreprise

est désormais définie comme « la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes » (article 1).

La mise en œuvre de cette définition pour les analyses statistiques nécessite un important travail de retraitement en France et dans les autres pays européens et notamment un « profilage » des groupes.

Cette opération n'étant pas encore achevée en France, la définition de l'entreprise appliquée ici reste celle d'unité légale.

L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Un établissement produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un magasin d'une coopérative, etc.

L'établissement constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie.

La définition statistique française actuellement en vigueur retient comme critère de contrôle pour définir les contours des groupes la majorité absolue des droits de vote. On définit ainsi le contour restreint ou « noyau dur » du groupe comme l'ensemble des sociétés détenues directement ou indirectement à plus de 50 % par une société mère, tête de groupe.

Coopératives agroalimentaires et périmètre coopératif

Les coopératives agroalimentaires sont des entreprises agroalimentaires faisant partie des catégories juridiques suivantes : 5432, 5459, 5532, 5559, 5632, 5659, 6317, 6318, 6532.

Le périmètre coopératif comprend les coopératives agroalimentaires, les filiales de droit privé des groupes coopératifs ainsi que les unités légales dans lesquelles ils détiennent des participations. Ce périmètre est constitué exclusivement d'entreprises agroalimentaires.

Chiffre d'affaires hors taxes

Montant global au cours de l'exercice de ventes de marchandises et des productions vendues de biens et de services mesurées par leur prix de vente.

Valeur ajoutée (VA)

Il existe plusieurs types de valeur ajoutée.

Dans ÉSANE, deux versions de valeur ajoutée sont mobilisées pour le calcul des ratios.

D'abord, la **valeur ajoutée hors taxe** qui reflète mieux la productivité de l'entreprise.

Ensuite, la **valeur ajoutée hors coût des facteurs** qui est égale à la valeur ajoutée hors taxe à laquelle on retranche les impôts sur la production nets des subventions d'exportations.

Elle correspond exactement à la somme de la rémunération du travail et de l'excédent brut d'exploitation.

Excédent brut d'exploitation (EBE)

Correspond à la valeur ajoutée diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitations.

Taux de valeur ajoutée

Valeur ajoutée / chiffre d'affaires

Dans ÉSANE,

valeur ajoutée hors taxe (VAHT) / chiffre d'affaires hors taxe (CAHT)

pour mesurer la capacité de créer de la valeur par euro de chiffre d'affaires.

Taux d'exportation

Chiffre d'affaires à l'exportation/chiffre d'affaires

Mesure la part des ventes exportées.

Dans ÉSANE, **chiffre d'affaires à l'exportation hors taxe / chiffre d'affaires hors taxe**

Ce sont, les exportations directes, c'est à dire celles qui sont effectuées directement par l'entreprise.

Les exportations indirectes, par exemple en passant par un intermédiaire, ne sont pas comptabilisées.

Investissement

Investissements corporels (matériels ou physiques) : acquisition de biens corporels (bâtiments, machines,...) qui viennent en augmentation du patrimoine de l'entreprise.

Investissements incorporels : (immatériels) : acquisition de biens incorporels (brevet, logiciel, dépenses de recherche, ...).

Investissements financiers : actions, droit de propriété.

Taux d'investissement

Investissement/valeur ajoutée

Permet de mesurer la richesse produite consacrée à l'investissement. Les matériels acquis par crédit-bail, c'est à dire, mis à disposition contre rémunération par une entreprise qui en reste propriétaire, ne sont pas pris en compte.

Dans ÉSANE, **Investissement corporel / valeur ajoutée hors taxe**

Taux de marge

Excédent brut d'exploitation (EBE) / valeur ajoutée

Mesure la part de richesse qui revient à l'entreprise. Cette définition du taux de marge est couramment utilisée en analyse financière. C'est aussi celle de la comptabilité nationale.

Le taux de marge peut être négatif, si l'excédent brut d'exploitation est négatif et même positif, si l'EBE et la VA sont tous les deux négatifs.

Dans ÉSANE,

excédent brut d'exploitation (EBE) / valeur ajoutée au coût des facteurs

Régionalité des entreprises

Dans les résultats présentés, une entreprise est dite mono quasi-mono régionale, lorsque plus de 80 % de ses salariés sont dans la région (ou de ses établissements si l'entreprise n'a pas de salarié).

C'est le critère le plus utilisé traditionnellement pour analyser les entreprises régionalement.

Poste de travail

Dans les statistiques produites par les fichiers DADS (déclarations annuelles de données sociales) et SIASP (système d'information des agents du secteur public) et le système CLAP (connaissance locale de l'appareil productif), un poste correspond à un salarié dans un établissement. Un salarié qui travaille dans deux établissements (dans l'année ou à une date donnée) occupe donc deux postes.

CAF / FAB

Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : pour les importations, coût, assurance et fret compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, franco à bord de notre frontière.

Mémento IAA 2016

© **Accéder à nos publications sur notre site national ou régional**

www.agreste.agriculture.gouv.fr

www.draaf.aquitaine-limousin-poitou-charentes.agriculture.gouv.fr

© **Téléchargez nos données sur notre site national, rubrique Données en ligne**

www.agreste.agriculture.gouv.fr

© **Accédez à notre cartographie interactive sur notre site national, rubrique Recensement agricole 2010**

www.agreste.agriculture.gouv.fr



Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
Service régional de l'information statistique, économique et territoriale

LE PASTEL - 22, rue des Pénitents Blancs - C.S. 13916 - 87039 LIMOGES Cedex 1

Tel : 05 55 12 90 00 - Fax : 05 55 12 92 49

Courriel : contact.sriset.draaf-aquitaine-limousin-poitou-charentes@agriculture.gouv.fr

Directeur Régional : Yvan LOBJOIT
Directrice de publication : Valérie ISABELLE
Rédactrice en chef : Catherine LAVAUD
Composition-Impression : SRISET ALPC

ISBN : 978-2-11-097749-6
ISSN : *en cours*
Dépôt légal : à parution
Crédit photo : ©Pascal Xicluna/Min.Agrl.Fr